Mesdames, Messieurs,

L'absence de Mme Secrétaire Générale de l'EPLEFPA depuis le mois de septembre, suite à l'exercice de son droit de retrait qui aurait dû réglementairement donner lieu à une enquête de l'Administration dans le délai de quelques jours et de Mme la Directrice-Adjointe du LEGTA de Bordeaux-Blanquefort, et l'absence de suite effective donnée par l'Administration aux différentes alertes qui lui ont été adressées de toutes manières possibles, ont conduit à un débrayage des personnels de 8h à 9h ce matin.

Parce que la désorganisation et la gestion à minima de cette situation de crise pèse largement sur eux et depuis trop longtemps, certains personnels administratifs du LEGTA de Bordeaux-Blanquefort tiennent à vous alerter et à vous faire part de leur très grande inquiétude et maintenant d'une forme d'angoisse concernant la situation dans laquelle ils sont contraints d'évoluer et d'accomplir leurs missions depuis quelques semaines.

En effet, le lycée doit continuer à fonctionner en l'absence de trois des membres de l'équipe de direction, à savoir~:

- sans Secrétaire Générale celle-ci ayant exercé son droit de retrait (quelle réponse de l'Administration à ce jour~?)
- sans proviseure-adjointe.
- sans gestionnaire de site, la plupart du temps absent pour raisons de santé et source de dysfonctionnements et de conflits permanents depuis des années, que ce soit avec les personnels de direction où les agents. (celui-ci est-il d'ailleurs en mesure, compte-tenu de son état de santé et de son temps de travail actuel, ..., d'assurer la mission~de gestionnaire d'un établissement de l'importance et de la complexité de Bordeaux-Blanquefort? ). Une protection fonctionnelle de fait à été instaurée par les Directeurs successifs afin de protéger ces personnels.

A l'occasion d'une réunion organisée à la demande de l'équipe administrative, aucune information n'a pu être donnée sur les modalités de gestion effective de cette situation de crise (qui ne peut, semble-t-il, pas trouver de solution sans un arbitrage régional voire national) et surtout dans quels délais.

Nous continuons à gérer tant bien que mal, les dossiers, (dont certains assez lourds à la période où l'on se trouve~: élections professionnelles, conseils, préparation de la clôture budgétaire etc...). Cette obligation de travailler au fil de l'eau, sans réelle coordination et sans savoir pour combien de temps et dans quelles conditions devient extrêmement anxiogène et ne peut perdurer sans conséquences sur la santé de certaines d'entre nous.

Conscientes du caractère inédit de cet état de choses, mais également du fait qu'il est l'aboutissement d'un processus enclenché depuis plusieurs années dont on a trop longtemps différé le règlement, au prix d'une désorganisation et d'une dégradation considérable, qui n'ont cessé de s'amplifier, de leurs conditions de travail, les personnels du service administratifs vous alertent sur la nécessité d'entendre leur demande, de pouvoir rapidement bénéficier d'un cadre de travail réorganisé et sécurisé.

En vous remerciant par avance de l'attention qui sera porté à cette requête.